



ARRÊTÉ MUNICIPAL

N°2022/PM/384

VOIRIE

OBJET :

Occupation de voirie – Remplacement Support
béton
Chemin de la coopérative
Période du lundi 12 décembre au mardi 27
décembre 2022

Le Maire de la Commune de Poussan, Florence SANCHEZ

VU la Loi du 05 avril 1884,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-4,

VU le Code de la Route,

VU l'article L 511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU la demande formulée par **M. TOURNIER Jean Luc**, représentant la société ELIT RESEAUX, basé TSA 70011 chez Sogelink à DARDILLY (69134) en date du 24/11/2022,

VU la Décision du Maire n°2022-28 en date du 17 juin 2022 portant à la fixation de tarifs d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT que la demande concerne une autorisation d'occupation de la voirie, chemin de la Coopérative à POUSSAN (34560) pour le remplacement support béton,

CONSIDERANT que l'autorité peut prendre toute mesure nécessaire afin d'assurer la sécurité publique des usagers du lieu concerné,

CONSIDERANT que les agents de Police municipale de POUSSAN sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du Maire et de constater par procès-verbal les contraventions auxdits arrêtés et aux dispositions du Code de la Route,

ARRÊTE

Article 1er – Une autorisation d'occupation de la voirie est délivrée à **M. TOURNIER Jean Luc**, du lundi 12 décembre 2022 au mardi 27 décembre 2022, chemin de la coopérative à POUSSAN (34560) afin de réaliser le remplacement du support béton.

Article 2 – Le stationnement est interdit à l'adresse indiqué à l'article 1^{er} à toute personne extérieure à la demande afin de faciliter l'avancée des travaux.

Article 2 – La société ELIT RESEAUX s'engage à ne pas gêner la libre circulation des usagers de la route, chemin de la coopérative à POUSSAN (34560) aux dates précitées à l'article 1^{er}.

Article 3 – Les prescriptions du présent arrêté sont rappelées sur les lieux par l'affichage de ce dernier.

Article 4 – Les infractions au présent arrêté sont constatées, poursuivies et réprimées, conformément aux lois en vigueur.

Publié numériquement, le : 29/11/2022

Article 5 – CARACTERE EXECUTOIRE

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte dès qu'il a été procédé à sa publication numérique (ou affichage par défaut) ou à leur notification aux intéressés, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

Madame le Maire, Monsieur le Chef de Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Balaruc-les-Bains ainsi que **M. TOURNIER Jean Luc** sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent acte.

Article 6 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Madame le Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans les deux mois suivants sa publication numérique ou notification, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

La saisine de la juridiction administrative peut s'effectuer par le biais de l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr).

Fait à Poussan,

Signé, le : 24/11/2022

Henry-Paul BONNEAU
1^{er} Adjoint à la Sécurité
Par délégation du Maire

